

45% des logiciels utilisés en France sont piratés

Qui sont les premiers pirates de logiciels? Les adeptes du P2P, le grand public? Ces derniers ne représentent qu'une part marginale du phénomène. Une étude IDC pour la Business Software Alliance qui regroupe les grands éditeurs de logiciels montre une fois de plus que ce sont les entreprises qui sont les premières consommatrices de logiciels piratés. Produits copiés, licences multipliées pour un seul produit..., sont légions dans les entreprises, notamment en Europe et en France.

En 2004, le taux de piratage mondial s'établit à 35%, c'est-à-dire que plus d'un tiers des logiciels dans le monde sont installés de manière illicite, révèle l'étude. La valeur de ces logiciels piratés est évaluée à près de 33 milliards de dollars, soit 4 milliards de dollars de plus qu'en 2003. Selon IDC, les taux de piratage ont baissé dans 37 des pays étudiés, il a augmenté dans 34 autres. Ils sont supérieurs à 60% dans plus de la moitié des pays couverts par l'enquête, et même supérieurs à 75% dans 24 pays. Le cabinet d'études explique que cette tendance est favorisée par la progression du nombre de nouveaux utilisateurs de micro-ordinateurs sur les marchés du grand public et des petites entreprises, où le piratage est généralement le plus fréquent, et d'une multiplication des logiciels dépourvus de licence disponibles via internet. Evidemment, le piratage de logiciels présente de très fortes disparités géographiques. L'Amérique Latine arrive en tête avec 66% (contre 63% il y a un an) de logiciels piratés, devant l'Europe de l'Est (61%), le Moyen Orient (58% vs 56%) et l'Asie (53%). Chez les « bons élèves », on trouve l'Amérique du Nord: 22% vs 23%. Si ce taux est le plus faible du classement, le manque à gagner est aussi le plus important étant donné que les consommateurs de logiciels y sont les plus nombreux: 6,6 milliards de dollars, contre 3,5 milliards en Chine, pays considéré comme le premier pirate de la planète (90% de logiciels piratés). L'Union Européenne se classe également bien avec un taux de piratage de 35% contre 37% il y a un an. Néanmoins, le manque à gagner progresse: il passe de 9,7 à 12,1 milliards de dollars. Là encore, de fortes disparités existent. Ainsi, la France est largement au-dessus de la moyenne avec un taux de piratage de 45% certes stable. Le manque à gagner est évalué à 2,9 milliards d'euros. « *Cela tient pour partie à la nature de son économie, qui compte un grand nombre de petites entreprises, secteur où l'on constate d'ordinaire un taux de piratage des logiciels plus élevé que dans les moyennes et grandes entreprises* », explique l'étude. En Europe, c'est l'Autriche qui remporte la palme de la légalité avec un taux de piratage évalué à seulement 25%, la Grèce est en queue de peloton avec un taux de 62%. Côté perspectives, l'étude table sur 300 milliards de dollars de dépenses en logiciels pour micro-ordinateurs au cours des cinq prochaines années. Aux taux de piratage actuels, les deux tiers des logiciels utilisés dans le monde pourraient être piratés d'ici cinq ans. La valeur des logiciels piratés pourrait atteindre 200 milliards de dollars au cours de la même période. « *Ces estimations sont lourdes de menaces pour l'avenir des innovations logicielles* », souligne IDC. Par ailleurs, le phénomène prendra de l'ampleur à mesure où l'Internet haut débit poursuit sa formidable percée. **Piratage: les bons élèves et les mauvais (taux de logiciels piratés)**

Union Européenne: Autriche: 25% Suède: 26% Royaume-Uni: 27% Espagne: 43% France: 45% Italie: 50% Grèce: 62% Amérique: USA: 21% Canada: 36% Bolivie: 80% Nicaragua: 80% Asie: Australie: 32% Singapour: 42% Chine: 90% Vietnam: 92%

Source: IDC